

Christina Meissner élue vice-présidente: un geste féministe?

GRAND CONSEIL • L'UDC mènera une enquête à l'encontre de sa seule députée. Son élection pose la question de la place des femmes en politique.

ERIC LECOULTRE

La députée UDC Christina Meissner n'a pas laissé planer de doutes, au moment de se prononcer sur sa candidature «sauvage» à la vice-présidence du Grand Conseil genevois. «En tant que femme et au nom des femmes, j'accepte», a-t-elle déclaré jeudi dernier, après avoir été présentée par le groupe Ensemble à gauche. Mais cette désobéissance vis-à-vis de son parti, qui lui avait préféré Patrick Lussi, ne restera peut-être pas sans conséquences: le comité directeur de l'UDC a décidé l'ouverture d'une «enquête», avant de se prononcer sur le sort de sa seule élue cantonale femme. Elle risque l'expulsion.

L'UDC est-elle machiste dans la gestion de cette affaire? La critique a été formulée en plénière par la députée Salika Wenger (EaG). En évinçant Christina Meissner de la candidature, alors que celle-ci siégeait depuis un an comme seconde vice-présidente, le parti retirait une place de choix au perchoir à une rare représentante féminine. Ceci alors que un quart seulement des députés sont des femmes.

Comparée à M^{me} Widmer-Schlumpf

Interpellée, la présidente de l'UDC, Céline Amaudruz, refuse tout d'abord de répondre. Puis elle finit par rappeler que c'est bien une femme qui occupe la tête du parti cantonal. «Je ne comprends pas cette critique. La décision du caucus de présenter Patrick Lussi n'a rien à voir avec la question des femmes.»

Justement, ce dernier explique que rien ne prédestinait M^{me} Meissner à devenir présidente du Grand Conseil. «J'ai siégé au bureau de 2013 à 2015. J'ai ensuite voulu céder ma place



La désobéissance de Christina Meissner vis-à-vis de son parti, qui lui avait préféré Patrick Lussi, ne restera peut-être pas sans conséquences. JPDS

ce à un élu plus jeune, Thomas Bläsi, qui n'a pas pu la prendre. Je me suis donc à nouveau présenté cette année et le groupe a voté en ma faveur, par 9 voix contre 3.» Les positions politiques de sa concurrente, et non pas son genre, expliqueraient ce verdict sans appel, selon lui. «M^{me} Meissner se distancie souvent des décisions de l'UDC. C'est son côté un peu vert.»

Mais un parti n'a-t-il pas la responsabilité de promouvoir

les femmes à des postes importants? «Oui, mais on ne va pas donner plus de droits à une femme qu'à un homme», répond Céline Amaudruz. Qu'en sera-t-il du futur de Christina Meissner à l'UDC? Rien n'est décidé. M. Lussi relève cependant que «les faits sont très graves car il s'agit d'une rupture totale de confiance». Il va même jusqu'à comparer cette élection avec celle d'Evelyne Widmer-Schlumpf au Conseil fédéral, à la place de Christoph

Blocher. Avec les suites que l'on connaît. De son côté, M^{me} Meissner n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Rien à voir avec la question des femmes? L'explication ne convainc guère Salika Wenger, connue notamment pour son combat féministe: «Vous pensez que l'UDC aurait agi avec aussi peu d'égards si c'était un homme qui siégeait au bureau et qu'une femme voulait le remplacer?» Une question rhétorique, selon elle. Si M^{me} Wenger n'avait pas présenté cette candidature, aucune femme n'aurait une chance d'occuper la tête de l'assemblée lors de cette législature. «Sans oublier que le nombre de députées femmes a chuté depuis la fin des années 1990», poursuit-elle.

La gauche propose des hommes

Entre les réponses paternalistes et les propos parfois déplacés de certains élus – «dignes d'un vestiaire de rugby» –, la vie au Grand Conseil n'est pas toujours facile pour sa minorité féminine (notre édition du 12 février dernier). «Il faut faire davantage ses preuves qu'un homme pour montrer que l'on est une interlocutrice crédible», souligne Sophie Forster Carbonnier, élue verte.

La semaine dernière, le saut est venu de cinquante députés, afin d'éviter une indéfinissable humiliation politique à Christina Meissner. Mais la députée PLR Nathalie Fontanet s'insurge contre l'hypocrisie de la gauche: «Tous les partis qui ont voté pour M^{me} Meissner, à l'exception du PS, ont eux-mêmes proposé des hommes pour siéger au bureau. Ils n'avaient pas à faire de l'ingérence dans les affaires de l'UDC.»

EXERGUE

Le Conseil administratif lâché par sa base

MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE • Les électeurs de gauche ont mis K.-O. le projet d'extension porté par l'exécutif à majorité alternative.



BENITO PEREZ

Immobilisme, campagne mensongère, stigmatisation d'un mecène, addition des grognons et des anticulture, voire vote «imbécile» ou xénophobe (contre Jean Nouvel), selon le toujours très fin Manuel Tornare, le débriefing de la votation sur le Musée d'art et d'histoire (MAH) aura été le décalque d'une campagne pour le moins confuse. Il faut dire que l'hétérogénéité des fronts politiques et la division des milieux culturels rendent malaisée la lecture d'un tel scrutin.

Reste qu'un indicateur a été oublié à l'heure d'interpréter le choix des Genevois. La géographie électorale semble en effet assez claire: ce sont bel et bien les quartiers populaires et «bohèmes» qui ont planté les plus gros clous sur le ceruciel du projet Gandur-Nouvel. Des 63% de «non» à Crottes-Vidollet aux 53% de refus à Saint-Gervais, en passant par les 59% à Vieusseux, 58% à la Servette ou 57% aux Acacias, à Cluses-Roseraie ou aux Pâquis, les bastions de la gauche ont désa-

voué le projet de leur Conseil administratif et de leur magistrat socialiste.

A contrario, les trois seuls arrondissements ayant accepté (de peu) l'objet sont Florissant-Malagnou, Cité-Rive (à 47% de non chacun) et Champel (48%). Des écarts entre quartiers moins importants que sur des objets sociaux – ce qui confirme notamment l'existence d'un malaise à droite quant à un projet mal ficelé – mais qui demeurent suffisamment importants pour mettre en évidence le clivage social et politique qui aura été fatal au projet muséal semi-privé. En comparaison, le vote sur le Musée d'ethnographie en septembre 2010 n'avait laissé apparaître aucune différence entre les arrondissements.

Le gouvernement municipal serait bien inspiré de s'interroger sur la nature de ce désaveu venu de son propre camp, lui qui semble toujours persuadé que le type de partenariat public-privé, tel que passé avec Jean Claude Gandur, demeure d'actualité. I

EN BREF

LA MAISON DES ASSOCIATIONS CHERCHE DES SOUTIENS

GENÈVE Sauver et agrandir la Maison des associations, qui a quinze ans, sont deux défis que veut relever la Fondation pour l'expression associative (FEA). La FEA lance plusieurs campagnes: appel de dons, recherche de soutiens politiques en Ville de Genève et défense de son initiative cantonale demandant un crédit de 16,5 millions de francs destinés à l'agrandissement des locaux. La Fondation a toutefois fait part de son inquiétude: l'autre initiative cantonale qu'elle avait lancée n'a pas récolté suffisamment de signatures. Le texte demandait à l'Etat de rembourser le reste de la dette (2,2 millions de francs) contractée en 2000 pour des rénovations. La FEA compte donc sur des dons ainsi que sur des soutiens politiques au niveau municipal. FED

Développement sur notre site internet.

Une initiative pour des soins dentaires remboursés

SANTÉ • Le Parti du travail va lancer une initiative populaire cantonale visant le remboursement automatique des soins dentaires.

LAURA HUNTER

Afin de dynamiser le débat sur le remboursement des soins dentaires, le Parti du travail (PdT) va lancer une initiative populaire cantonale. Le projet prévoit la création d'une assurance dentaire obligatoire financée sur le modèle de l'AVS. La cotisation, estimée à 1% du salaire, serait prélevée à parts égales chez l'employeur et l'employé. Pour les non-actifs, le canton assumerait les coûts. Ce prélèvement permettrait de couvrir l'ensemble des soins dentaires de base, y compris les frais liés à la prévention et les soins d'orthodontie, pour toute la population genevoise résidente.

D'après le rapport de la commission de la santé publique du Grand Conseil vaudois, «la santé dentaire des populations défavorisées du canton correspond à celle des habitants des pays en voie de développement». La situation serait identique à Genève,

où 35% de la population ne ferait pas de contrôle annuel. Et pour cause: d'après l'Office fédéral de la statistique, les soins dentaires représentent la part la plus importante des frais de santé d'un ménage, avec plus de 20%. Ce n'est pas acceptable pour un pays comme la Suisse, estime Alexander Eniline, président du PdT.

Deux objectifs sont poursuivis: réduire fortement le coût des soins dentaires dans le budget des salariés, et lutter contre les effets médicaux de l'exclusion des soins dentaires de certaines couches paupérisées de la population. D'autre part, en favorisant la prévention, ce remboursement aura pour effet de baisser les coûts généraux de la santé, de nombreuses maladies et leur aggravation comme le diabète étant liées directement à la non-prise en charge de soins dentaires.

Le texte s'inspire de l'initiative aboutie du POP vaudois, qui a aussi séduit Neuchâtel où le texte a été déposé. A Genève, le PS avait déposé en juin 2013 une proposition de motion demandant la mise en place d'une assurance dentaire cantonale, dans l'attente d'un changement de législation fédérale. Renvoyée en commission de la santé, la proposition avait été adoptée par la majorité du Conseil d'Etat, et Ensemble à gauche a déposé un projet de loi au Grand Conseil il y a environ un mois. Pourquoi revenir à la charge? «Il est fondamental d'associer la population à ce débat, pendant que le projet de loi fera la navette entre les commissions et les plénières», déclare Salika Wenger. Le parti estime en outre qu'il ne fallait plus perdre de temps.

Les initiants ont jusqu'en juillet pour récolter dix mille signatures. I

PUBLICITÉ



La droite extrême, le Front national: leurs discours et leurs activités... concrètes

Conférence-débat avec LUZ MORA, militante de VISA (Vigilance Initiatives Syndicales Antifascistes)

1er mars 2016 · 17h15

FRIBOURG

Espace Femmes (Rue St-Pierre 10) 1^{er} étage

2 mars 2016 · 20h

LAUSANNE

Maison du peuple (Pl. Chaudron 5) Salle Jaurès

3 mars 2016 · 18h15

GENÈVE

Uni-Mail (Bd. du Pont d'Arve 40) Salle M R150

VISA est une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales: la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature.

Que fait Visa face à la montée du FN et «du Front Marine Le Pen»?

1^o Informe sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les «passerelles» avec la droite dure. 2^o Analyse de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite. 3^o Dénonce toutes les discriminations racistes, sexistes, homophobes au sein et hors des entreprises. 4^o Se fait l'écho de toutes les actions de solidarité avec les sans-papiers.



Organisé par le site www.alencontre.org, le Mouvement pour le socialisme (MPS) et le Cercle la brèche. Avec le soutien de la Gauche Anticapitaliste (Lausanne, Fribourg) et du SSP-VPOD (Genève)